

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 6 (1948)

Heft: 3

Artikel: Le problème allemand dans la reconstruction économique de l'Europe occidentale

Autor: Röpke, Wilhelm

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-132800>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le problème allemand dans la reconstruction économique de l'Europe occidentale

par WILHELM RÖPKE

*professeur à l'Institut Universitaire
de Hautes Etudes Internationales (Genève)*

Dans une lettre à un ami allemand, datant de l'été de 1889, le grand historien suisse Jacob Burckhardt, confiait cette pensée, devenue depuis célèbre :

« L'image que j'ai des *terribles simplificateurs* qui s'abattrent sur notre vieille Europe, n'a rien de réjouissant. A l'instant même, j'ai devant les yeux de l'esprit, ces drôles que je vous décrirai en septembre prochain, lorsque nous serons attablés devant un bon verre. »

Les terribles simplificateurs que Burckhardt imaginait, il y a soixante ans, sont devenus pour nous une cruelle réalité. Au prix de fatigues et de souffrances indescriptibles, le monde en a enfin maîtrisé un ; mais en même temps dans une Europe minée, il nous a laissé ce qu'on peut appeler la question allemande. C'est un problème aussi épineux qu'important qui se posait bien avant son Reich satanique, et dont il faut chercher la source loin dans l'histoire allemande, et en particulier dans celle de la Prusse.

La solution de ce problème demande une autre Allemagne, un autre peuple allemand, d'autres traditions allemandes. Tout ceci est d'une importance majeure et ne peut pas être négligé. Pour connaître ce problème allemand dans toute sa portée, il est nécessaire de faire une critique judicieuse mais sévère des Allemands et de leur histoire des derniers temps. Malheureusement, plus que jamais nous sommes éloignés de la solution du problème allemand et les vainqueurs y sont pour quelque chose pour n'avoir pas exploité l'occasion unique qui leur fut présentée en 1945. Depuis, il est devenu clair pour nous, qu'un autre de ces « terribles simplificateurs » que Jacob Burckhardt voyait se jeter sur notre vieille Europe, est resté, et qu'il a grandi au point d'être en ce moment un colosse menaçant tout. En tant que « terrible simplificateur » il a aussi grandement simplifié le problème allemand qui est

extrêmement complexe en soi. La menace de ce colosse de l'Est et les progrès effrayants de la technique de la destruction font qu'il n'est pas permis plus longtemps de voir le problème allemand comme nous le voyions il y a trois ans. Pour le dire franchement, le danger immédiat qui nous menace en ce moment, nous, et tout ce que, dans notre Occident, nous considérons comme précieux et irremplaçable, ne vient plus de l'Allemagne. Et même : son origine n'est plus désormais l'Allemagne, bien qu'en dernière instance, ce sera sans doute en Allemagne que se résoudra la question de savoir si la vague du nouveau totalitarisme engloutira l'Occident.

La loi de l'inertie existe aussi dans la politique. Là où naguère s'étendait l'Allemagne — c'est ainsi que nous pouvons nous représenter les événements — des malfaiteurs et des déments ont fait des expériences à la dynamite. Leur maison a sauté, et tout le voisinage a été détruit. Nous ne retrouvons qu'un trou, dans lequel vivent des troglodytes, là où s'élevait une magnifique bâtisse. Ces malfaiteurs et ces fous nous ont fait trembler de peur et de rage et pour rien au monde, nous ne voudrions revivre de telles choses.

Mais, agissons-nous raisonnablement en restant terrifiés devant ce trou qui fut un jour l'Allemagne, pendant que, dans la maison attenante d'autres malfaiteurs et d'autres déments profitent de notre inattention pour emmagasiner à nouveau la dynamite en vue d'une seconde expérience que nous connaissons trop bien ?

Par la loi de l'inertie, déjà mentionnée, les peuples occidentaux assez naturellement envoûtés par le souvenir des méfaits du national-socialisme, ne s'habituent que trop lentement à voir le rôle de l'Allemagne sous cet angle. Mais alors qu'on a déjà perdu tant de temps précieux, nous ne pouvons pas différer plus longtemps de voir la réalité en face.

Rappelons-nous rapidement les points suivants :

1. L'Allemagne a été détruite et réduite à un chaos dont celui qui ne l'a pas vu peut à peine se faire une idée. A ce moment où des puissances monstrueuses s'affrontent dans le monde, c'est un anachronisme flagrant de persister à voir dans l'Allemagne un nouvel agresseur éventuel. La seule question qui se pose en ce moment est de savoir si ce pays de l'Europe centrale sera un *pont* ou un *mur* : un pont dans l'invasion de l'Europe ou un rempart

contre celle-ci. Ce sera l'un ou l'autre selon que les puissances occidentales réussiront ou non à ranimer enfin l'économie paralysée dans leurs zones occidentales et à donner ainsi un exemple convaincant à l'Est.

2. L'Allemagne a cessé d'exister en tant qu'unité politique, depuis que la moitié est du pays est devenue si étrangère aux autres qu'elle pourrait presque aussi bien être située dans la lune. La ligne de démarcation coupe l'Allemagne de part en part et la divise en deux lambeaux qui dans la lutte mondiale de l'heure présente se trouvent chacun dans les camps adverses. L'« Unité allemande » est devenue un mot sans contenu, qui n'égare plus que quelques têtes obscures, en Allemagne comme en dehors, et qui pour cette raison est employé par les communistes comme un slogan très actif. Mais il est dépourvu de toute réalité. Quand nous occidentaux, nous parlons de l'Allemagne et de son rôle dans l'Europe, nous ne pouvons plus avoir devant les yeux que l'Allemagne occidentale, c'est-à-dire le territoire des zones britannique, américaine et française.

3. Il y a environ trois ans, j'écrivis que la politique imperturbable des Russes serait de pénétrer par tous les moyens jusqu'en Allemagne occidentale et d'étendre leur influence également sur ce territoire ; j'y joignis *l'avertissement qu'il fallait organiser l'Allemagne occidentale politiquement et économiquement de telle manière qu'elle devînt partie intégrante d'une grande Union de l'Atlantique*. Beaucoup ne m'ont pas compris à cette époque et je me rappelle fort bien que le journal londonien *Times* me tança légèrement pour ma russophobie hystérique. Mais aujourd'hui il est clair pour tous que la solution du problème allemand et, en même temps, du problème de l'Europe est le grand problème dont tout le reste dépend. Une telle reconstruction de l'Allemagne occidentale est conciliable avec toutes les mesures de sécurité qu'on pourrait imaginer : l'occupation permanente par de forts contingents de puissances occidentales, la neutralisation militaire de l'Allemagne, un statut spécial pour la Ruhr et ce qu'on peut encore imaginer d'autre. Il est ridicule de se préoccuper de la reconstruction économique de l'Europe occidentale et d'y dépenser un seul dollar si on n'intègre pas dans le programme la plus grande région industrielle de l'Europe, c'est-à-dire l'Allemagne occidentale.

Voilà le problème. Comment le résoudre ? Voyons-le comme le pourrait faire un médecin appelé pour sauver un malade en danger de mort ; commençons donc par le diagnostic avant d'indiquer la thérapeutique à suivre. Quelle est la cause première du marasme économique allemand ?

Le mal de l'économie allemande est riche d'enseignements car il montre clairement et avec insistance jusqu'en ses derniers stades, les ultimes conséquences d'une politique, dans laquelle — à part quelques rares exceptions parmi lesquelles la Belgique — toute l'Europe a été entraînée et qui s'est révélée désastreuse. J'ai déjà qualifié cette maladie du nom d'« inflation refoulée » ; je m'attacherai à expliquer ses symptômes, ses causes et son évolution.

Ce que nous voyons actuellement en Allemagne, c'est une économie collectiviste, qui a commencé sous le national-socialisme et qui en est maintenant à son dernier stade de décomposition. L'Allemagne semble être le pays où tout se fait toujours jusqu'au bout et avec un sérieux extrême. Ainsi, après la première guerre mondiale elle a prouvé à quel point, mais aussi avec quelles conséquences effrayantes, on peut pousser une inflation monstre, une inflation que nous pouvons taxer d'inflation « ouverte ». Depuis le national-socialisme on a suivi jusqu'au bout un autre faux chemin, un chemin d'erreur que malheureusement presque toute l'Europe a suivi plus ou moins.

L'erreur consiste en ce qu'on désorganise et que finalement on détruit l'ordre économique régi par le libre système des prix en remplaçant le mécanisme des prix par des décrets gouvernementaux. C'est ce qu'on appelle « économie dirigée », socialisme, collectivisme, « économie de commandement ». Ce n'est qu'après les expériences, parmi lesquelles celles de l'Allemagne viennent en tête, qu'on se rend compte des tâches immenses et vraiment insolubles que l'Etat prend ainsi sur lui.

Nous voyons, à la lumière de ces expériences, que tout ce qu'on avance actuellement en faveur d'un tel système économique collectiviste, est périmé. Les esprits avertis auront même l'impression aujourd'hui que par ces théories collectivistes tellement démenties par les faits, on se moque de nous. Ce n'est pas ici l'occasion d'analyser ce fait dans le détail. La quintessence de la politique du collectivisme, c'est que l'Etat augmente sans remords

le volume monétaire, c'est-à-dire qu'il se permet de l'inflation, mais sous une forme spéciale. Ce n'est pas l'inflation « ouverte », comme nous l'avons connue après la première guerre mondiale, mais l'inflation « refoulée ». L'Etat augmente le volume monétaire, mais refoule en même temps ses effets. A la tendance à la hausse des prix, des taux d'intérêts, des salaires et des cours des devises, l'Etat oppose son dirigisme sur tous les marchés. Comme les prix ne peuvent plus exercer leur fonction régulatrice, l'Etat essaie de prendre leur succession. L'exemple allemand enseigne avec une clarté déconcertante, qu'à la longue l'Etat n'en est pas capable.

Les prix, les taux d'intérêts, les coûts de production, les salaires et les cours des devises sont de plus en plus faussés. L'économie en est de plus en plus dérangée. Les forces de production sont dilapidées. On perd l'envie de travailler, d'épargner ou de prendre des initiatives. On produit trop peu, et le peu qu'on produit n'est en grande partie pas ce qu'on aurait dû produire si l'on avait agi intelligemment, ou du moins on n'aurait pas produit dans de telles quantités, et le peu qui a été mal produit, est encore mal employé ! En fin de compte il ne reste plus que le marasme, la paralysie totale et une misère indescriptible.

Voilà l'image que nous offre l'économie allemande depuis des années. Depuis que les Alliés occupent l'Allemagne, ils n'ont pas seulement repris le système économique collectiviste du Troisième Reich, mais ils l'ont encore amplifié, et nous savons maintenant que ce système économique a fort plu aux socialistes des pays alliés. On ne peut trop se dire que ce système a tout à fait croulé, qu'aucun homme raisonnable ne peut encore songer à le rétablir et qu'aucune guérison de l'économie allemande n'est possible si l'on ne se défait pas de ce système moribond pour le remplacer par le mécanisme des prix libres. La débâcle est tellement visible que les socialistes allemands eux-mêmes se voient acculés à abandonner le système collectiviste existant. Il en résulte que la monnaie cesse d'ordonner et de stimuler le processus économique. Le travail ne paie plus, l'épargne encore moins. Le terrain sur lequel les autorités elles-mêmes parviennent encore à se faire obéir, même dans ce pays habitué à la discipline, devient de plus en plus restreint, de sorte qu'il devient de plus en plus difficile d'acheter quelque chose aux prix officiels et selon les

distributions réglementaires. Dernièrement quelqu'un compara assez irrévérencieusement les planistes allemands aux clowns qui, avec le plus grand sérieux, soulèvent des haltères et des poids en carton. Les formes de la vie économique deviennent de plus en plus primitives. Comme il n'y a pas de monnaie sérieuse, les transactions dites de compensation et de troc fleurissent. Une telle politique économique basée qu'elle est sur le principe absurde du maintien au niveau le plus bas du prix des objets de première nécessité, aboutit fatalement à faire disparaître ces biens du marché. Les vivres sont si importants et si rares qu'on devait allouer une prime à toute production excédentaire : les prix officiels signifient qu'on produit les vivres pratiquement pour rien. Le problème du logement est ce qu'après la nourriture il y a de plus urgent dans un pays où 40 % des villes sont détruites ; en fait on y habite presque gratuitement. Mais on y est autorisé à vendre un chapeau de dame au prix de plusieurs tonnes de blé.

Rien d'étonnant dès lors si en Allemagne on produit des biens inutiles et souvent grossièrement fabriqués, mais dont le contrôle des prix ne s'occupe pas ; voilà comment la production est dirigée en Allemagne.

Le peu qui y est fabriqué à l'heure actuelle est en grande partie produit dans l'ombre de l'illégalité. Si les Allemands obéissants n'avaient pas appris à franchir les barrières établies par les prescriptions et les défenses, une catastrophe inimaginable se serait produite depuis longtemps. Ce n'est qu'en troquant que le paysan acquerra des clous et du fil, et ceux-ci ne peuvent être fabriqués que si les ouvriers employés dans l'usine reçoivent des clous et du fil comme paiement d'une partie de leur salaire.

On peut difficilement imaginer le degré d'absurdité de pareil système, mais une fois qu'on a pris le chemin de l'inflation refoulée, on doit inévitablement en arriver là. Ainsi le ministre de la justice d'un Etat allemand m'a confié que ceux qui sont détenus pour transactions de marché noir reçoivent une ration plus forte que la ration ordinaire ; les autorités motivent cette mesure par le fait que ces pauvres diables n'ont plus les possibilités d'acheter des vivres au marché noir, puisqu'ils sont en prison.

Autre exemple : les autorités planistes d'une grande ville de Westphalie sont parvenues à procurer l'année dernière un seul mouchoir à distribuer aux habitants, mais le conseil municipal de

cette ville a décidé que ce mouchoir auquel sont attachées des centaines d'heures de fonctionnaires, serait déposé au musée en souvenir de cette époque d'économie planifiée. Un cas analogue s'est présenté dans un grand Etat du Sud, où de nombreux fonctionnaires chargés des licences et de la distribution des machines à coudre, ont pu motiver leur emploi par le fait qu'au cours d'une année, ils sont parvenus à distribuer quatre machines à coudre à une population de plusieurs millions d'habitants.

Et quoi de plus éloquent que le fait suivant : dans une grande partie de la zone américaine (Wurtemberg-Bade), on alloue par mois 32 tonnes de papier aux journaux, 70 aux livres, 500 aux périodiques, mais les autorités en consomment 1000 tonnes par mois. La bureaucratie emploie ces tonnes de papier à combattre la loi de l'offre et de la demande (appelée aussi « marché noir ») et cette lutte absorbe également une grosse somme de forces humaines. Ce sont ces tonnes de papier qui écrasent la vie économique. Elles sont les instruments d'une formidable armée de gens aptes au travail productif, mais qu'on a enlevés à la production pour en faire des bureaucrates. Cette même bureaucratie — en Allemagne comme actuellement en Angleterre — ne semble rien trouver d'illogique à faire la chasse aux « improductifs » non-fonctionnaires. Ces tonnes de papier reflètent la croyance présomptueuse que l'administration est meilleure planiste que le marché.

L'Allemagne est l'exemple-type des pays où l'observateur sérieux et honnête ne peut plus partager pareille opinion. Il s'ensuit que les autorités ont non seulement fait faillite en tant que planistes mais qu'elles sont tout aussi incapables de remplacer les forces motrices du marché libre — sauf si le gouvernement est prêt à suivre l'exemple totalitaire qui prouve que la crainte et l'hystérie peuvent jusqu'à un certain degré être employées comme « ersatz ». Mais puisque l'Occident ne peut songer à une telle imitation, il ne peut compter impressionner le monde oriental du totalitarisme, que s'il se décide à appliquer le système économique qui exprime la civilisation occidentale basée sur la liberté et sur le droit. Ce système économique n'est rien d'autre que l'économie du marché. Sinon l'Occident restera assis entre deux chaises, et les conséquences en seront des plus sérieuses.

Pour résumer : le mal de l'économie allemande est cette « inflation refoulée » connue actuellement dans toute l'Europe ;

c'est une combinaison de pression inflationniste qui pousse les prix et les cours du change à la hausse, et d'économie dirigée qui contrecarre ces hausses. L'Allemagne est le cas le plus grave qu'on trouve dans l'hôpital qu'est l'Europe actuelle. Les destructions que la guerre a laissées en Allemagne, sont à elles seules déjà suffisamment graves. Mais les troubles fonctionnels de l'économie allemande viennent encore s'y ajouter, ce qui paralyse entièrement les rares forces productrices restantes. Cette paralysie doit être éliminée et combattue.

Le diagnostic « inflation refoulée » nous permet de préciser les remèdes. Le but doit être l'élimination du dirigisme et le rétablissement du mécanisme des prix qui stimule la production et l'adapte aux désirs des consommateurs que tous les gouvernements collectivistes ont oublié à un tel point qu'on a l'impression très nette qu'ils se sont accoutumés à considérer le consommateur comme une entité extrêmement gênante dont, malheureusement, on n'a pas encore réussi à se débarrasser. Comme ce dirigisme doit servir à comprimer la poussée inflationniste, il est nécessaire en vue de son élimination, de procéder à une réforme monétaire radicale, qui rendrait à l'Allemagne une monnaie apte à remplir ses fonctions. La guérison de l'économie allemande exige donc deux mesures : la réforme monétaire et l'élimination des contrôles qui paralysent le mécanisme des prix. Les deux mesures — réforme monétaire et rétablissement du mécanisme libre des prix — doivent se compléter mutuellement. La fin du dirigisme est à peine concevable sans réforme monétaire. Et d'autre part celle-ci n'a pas d'autre but raisonnable que de rendre possible la liquidation du dirigisme. Il serait inutile d'éliminer ou de diminuer la poussée inflationniste alors qu'on maintient l'appareil étrangleur du refoulement. Sans doute la démolition d'une telle construction ne peut être faite brutalement et sans de nombreuses mesures économiques et sociales auxiliaires. Mais indubitablement la combinaison des réformes économiques et monétaires ne peut avoir d'autre but que de remplacer dans l'économie allemande les fictions par la vérité et de remettre en marche le mouvement économique, ce qui, je le répète, n'est possible que par le rétablissement d'une économie du marché qui exprimera enfin exactement les raretés relatives des biens et services, et délivrera l'énergie des Allemands des chaînes qui l'entravent aujourd'hui.

Il est impossible de spécifier tous les détails d'une thérapeutique telle qu'elle s'impose pour l'Allemagne actuelle. Mais on peut dire qu'elle ne pourra être appliquée que dans cette partie de l'Allemagne où les gouvernements responsables présentent un minimum d'homogénéité dans leurs conceptions juridiques, culturelles et économiques. Ce qui revient à dire que la réforme n'est possible que dans les zones occidentales, autrement dit dans cette partie sur laquelle, d'après les dernières décisions, s'étendra le Plan Marshall. Ce qui aurait dû être clair depuis trois ans, ne peut plus être nié que par celui qui ne veut pas voir : il est impossible de réaliser une réforme de la monnaie et de l'économie allemande en communauté avec les Russes, à moins que les puissances occidentales veuillent bien se suicider. L'Allemagne ne peut pas être moitié communiste et moitié non communiste, moitié totalitaire et moitié démocratique ; la scission est irrévocable aussi longtemps que le front mondial coupe l'Allemagne de part en part. Aucune des réformes préconisées ne peut être réalisée que dans un gouvernement homogène qui gouverne, et qui s'accorde sur les principes économiques et juridiques à suivre. Depuis qu'on a abandonné la partie orientale de l'Allemagne aux Russes, force est aux puissances occidentales de porter les conséquences de cette scission et d'abandonner tout espoir de former en Allemagne un gouvernement commun avec les Russes, qui ne pourrait être autre chose qu'une fiction extrêmement dangereuse. La seule chose que les puissances occidentales puissent faire et ont toujours pu faire depuis 1945, c'est de réorganiser l'Allemagne occidentale et de la constituer en une unité politique, économique et culturelle, intégrée dans le complexe occidental. C'est ici qu'il faudra pousser les réformes économiques exposées, et par lesquelles on créerait dans l'Allemagne occidentale un noyau d'ordre, de prospérité, de liberté et de sécurité devant la loi. Alors il sera possible de laisser aux Allemands le soin de comparer dans leur propre pays le totalitarisme oriental et la civilisation de l'Occident basée sur la liberté ; à eux de tirer les conclusions. Nous voulons bien espérer qu'ensuite ils seront guéris de toute forme de totalitarisme tant rouge que brun.

Ainsi il ne reste rien d'autre aujourd'hui que de forger de l'Allemagne occidentale (c'est-à-dire des trois zones occidentales)

un Etat avec une économie propre et un système monétaire particulier.

Comment faut-il se le figurer ? Et est-ce réalisable ? Je crois que oui. C'est une amputation terrible qu'on préconise de faire subir à l'Allemagne et à l'Europe, mais on l'a faite déjà en 1945. Il ne s'agit plus maintenant que d'en tirer toutes les conséquences. Si on ne le fait pas on jouera le jeu du Kominform comme nous allons le voir et comme on l'a joué jusqu'ici. Il sera dur de rendre viable cette Allemagne occidentale, mais je ne pense pas que cette tâche est impossible. On pourrait mieux se la représenter lorsqu'on se figure que cette Allemagne occidentale offrirait beaucoup de ressemblance avec un pays comme la Belgique ; pays industriel fortement peuplé avec une agriculture intensive, sa structure économique aurait beaucoup de ressemblance avec celle de la Belgique. Tout comme la Belgique, ce serait un pays qui dépendrait, à l'extrême degré, de l'économie mondiale, par l'importation de vivres, de fourrage, de matières premières d'une part, et de l'autre par l'exportation de nombreux produits finis ; on ne pourrait plus que souhaiter à cette Allemagne occidentale qu'elle fasse sienne le bon sens belge. Cette dépendance extrême du commerce extérieur signifierait, en même temps, que cette Allemagne occidentale serait contrainte au maintien de bonnes relations internationales, sous peine de périr de faim. Toute idée d'économie de guerre autarchique serait ainsi tuée dans l'œuf.

Ainsi on arrive en même temps à la solution constructive du problème : comment enlever à l'Allemagne toute possibilité économique d'une nouvelle politique agressive, supposé que cette question soit toujours actuelle ? La présente solution par une prospérité dépendant du commerce extérieur, vaut mieux que la solution destructive par la dynamite, et par le démantèlement. La nécessité de créer un commerce extérieur libre en Allemagne occidentale, doit être soulignée avec la dernière force.

Depuis vingt-cinq ans l'autarchie a été une malédiction pour l'Allemagne. Aussi longtemps que ce mal ne sera pas radicalement surmonté, il est impossible d'obtenir un assainissement réel de l'économie et aussi de la politique et de la mentalité allemandes. Il faut enfin faire sauter les barrières qu'on oppose aux marchandises, à la monnaie, au capital et aux personnes. Aux yeux des

Allemands, y compris ceux qui sont dominés par les communistes, rien ne les attirerait plus au concept d'une Allemagne occidentale que l'ouverture des portes sur le monde. Cela — et c'est notre opinion bien ferme — veut dire le libre-échange intégral, mais aussi une libération totale des marchés des devises sans laquelle on ne peut obtenir une saine monnaie nouvelle ni détruire l'anarchie fatale. Plus on examine la situation réelle en Allemagne, plus on est persuadé de la nécessité d'éliminer le contrôle des devises, qui est partout la clé de voûte et l'orgueil du nationalisme collectivisme moderne.

Il est tout naturel que les méthodes dirigistes finissent par étouffer le commerce extérieur. Sans doute, à la rigueur, des autorités pesantes sont en état d'exporter des matières premières telles que de la houille et du bois, et c'est à peu près tout ce que l'Allemagne exporte actuellement. Mais de la part d'un pays industriel très avancé, une telle méthode d'exportation est irrationnelle. Un tel pays devrait en premier lieu exporter les produits infiniment variés des industries spécifiques.

Mais ici, l'homme d'affaires privé est irremplaçable. J'entends l'homme qui peut entrer en contact direct avec les marchés étrangers et qui peut les sonder, sans les entraves des autorités qui lui enlèvent toute mobilité et toute possibilité de décision. En somme, nous pouvons dire que ce ne serait qu'une juste compensation si ce même pays qui apprit au monde entier les mauvaises mœurs des échanges économiques et financiers internationaux et qui trouva des émules si enthousiastes, précédait les autres dans le chemin du retour aux bonnes mœurs et acceptait délibérément les sacrifices et les difficultés inévitables qui pourraient en résulter au commencement. J'ose ajouter que la cessation du contrôle allemand des devises est également le meilleur moyen d'établir la répartition naturelle du trafic entre les ports belges, néerlandais et allemands, répartition qui a été totalement bouleversée par l'autarchie allemande.

Si l'Allemagne veut être débarrassée de la paralysie de son économie, elle doit se soumettre à une réforme économique qui se caractérise par un abandon contrit des faux chemins socialistes. Et pourtant, maintenant encore d'aucuns pensent que le socialisme est justement ce dont un pays comme l'Allemagne a le plus besoin. J'espère avoir montré qu'on ne peut plus mal reconnaître

la réalité. J'aimerais souligner une nouvelle fois les deux points suivants :

1. C'est précisément sous une organisation économique socialiste (qui remplace le mécanisme des prix par les ordonnances de l'autorité) que les Allemands ont vécu depuis quinze ans, et celui qui s'en étonne ressemble à Monsieur Jourdain, qui apprend à sa grande surprise qu'il a parlé en prose toute sa vie.

2. La catastrophe économique allemande est identique à l'effondrement du système socialiste. En d'autres mots : une économie collectiviste arrivée au dernier stade de décomposition, voilà ce qu'on peut trouver aujourd'hui en Allemagne. La guérison de cette paralysie de l'économie au moyen du rétablissement du mécanisme des prix et par le rôle déterminant du consommateur dans l'économie est aussi d'une grande *importance politique*. Elle est une des conditions sine qua non de la solution du problème allemand pris dans son sens le plus large. Nous savons que l'Allemagne doit devenir un état fédéral, si nous voulons créer une Allemagne nouvelle et meilleure. Les trois puissances occidentales occupantes sont entièrement d'accord sur ce point. Mais le fédéralisme — tant européen qu'allemand — doit rester un beau mot et un pieux souhait, aussi longtemps qu'on veut en même temps un système économique collectiviste. Les expériences acquises en Allemagne en sont une preuve éclatante. Qui dit collectivisme, veut dire centralisation politico-administrative, inévitablement bureaucratique. Dans ce cas on peut évidemment encore parler de « fédéralisme » comme dans le cas de la Russie ou de la Yougoslavie, mais ce n'est plus alors qu'une fiction ; dans un état collectiviste on peut tout au plus trouver un fédéralisme purement folklorique. Veut-on un véritable fédéralisme en Allemagne, il faut alors se décider à liquider le collectivisme, pour le remplacer par l'économie du marché. Il est indigne d'un homme honnête et raisonnable de croire que le fédéralisme et le dirigisme sont conciliables. Il est grand temps que les socialistes des puissances occidentales se persuadent qu'ils ne peuvent avoir simultanément le collectivisme et le fédéralisme. Au moins les socialistes allemands sont-ils sincères et honnêtes car ils sont (sauf en Bavière) les vrais héritiers du vieux centralisme prussien et du bureaucratisme en Allemagne, et il ne faut même pas avoir

l'oreille très fine pour percevoir le ton nationaliste qui y est joint.

Si cette réforme économique de l'Allemagne s'impose d'urgence et promet tant de résultats, pourquoi ne l'a-t-on pas depuis longtemps entreprise ? C'est exactement la question que nous nous posons avec une impatience croissante depuis trois ans. Je pense qu'on peut y trouver trois raisons majeures. La *première* est qu'on n'a voulu la réforme ni du côté allemand, ni du côté des Alliés, et cela pour des motifs très différents, sur lesquels je ne puis pas m'étendre ici. La *deuxième* est qu'on n'avait pas d'idée très nette sur le diagnostic du mal économique allemand. La *troisième* raison est que trois années durant, on a en vain cherché la collaboration russe, sans comprendre que ceci est tout aussi exclu qu'une lune bleue. On a fait, durant trois ans, la cour à une belle, tout en sachant que, après un éventuel mariage formel, elle ne resterait pas fidèle une seule seconde. On n'a pas vu qu'ainsi on jouait le jeu du Kominform qui met son espoir en deux choses en vue d'apprêter l'Allemagne occidentale pour ses plans : il mise sur un développement économique de l'Allemagne occidentale qui ne parviendrait pas à éliminer la misère, et sur une forme politique qui munit la zone orientale d'une porte qui ne s'ouvrirait que sur l'Ouest. Il est facile de faire ici d'une pierre deux coups. Et cette pierre s'appelle « l'unité allemande ». Par ces mots les communistes sont parvenus jusqu'à ce jour à paralyser les initiatives des Allemands et des Alliés en vue de la réforme immédiate de l'Allemagne. Chose incompréhensible, les pourparlers avec les Russes concernant une application commune de la réforme continuent toujours. Par ces mêmes mots d'unité allemande le Kominform essaie encore dans l'Allemagne occidentale de prendre pied sur le terrain politique. Cette propagande communiste en faveur de l'unité qui souffle ses sonneries de Berlin et de Prusse, en est arrivée à un point tel que dans l'Allemagne entière il se trouve à peine encore un homme politique responsable, et quelques rares journaux qui ont le courage de dire la vérité nue, à savoir qu'à l'heure actuelle l'unité allemande ne peut signifier qu'une victoire communiste ; tout le reste n'est qu'un rêve. Le malheur est que les Allemands déconcertés se trouvent mêlés aux Alliés responsables ; tous ont avalé l'appât communiste.

Ces trois motifs sont la cause de ce qu'au cours de ces trois années on n'a quasi rien fait en Allemagne pour échapper à la paralysie catastrophique de l'économie. Sans doute on a pris des mesures pour augmenter la production du charbon de la Ruhr, mais on ne peut établir une économie normale en poussant la production à hue et à dia par des efforts désespérés, avec du lard, de l'alcool et d'autres appâts, mais bien en rétablissant les fondements élémentaires d'un ordre économique d'ensemble.

Il faut rétablir les principes fondamentaux qui, silencieusement, spontanément et continuellement régissent les deux problèmes essentiels de toute économie. Le premier de ces deux problèmes est celui-ci : comment produire les biens désirés, dans leurs rapports réciproques et pour la consommation désirée ? Et voici l'autre : comment produire le maximum de tous ces biens ? En d'autres mots : en économie il faut de l'ordre et du stimulant et en Allemagne on ne trouve ni l'un ni l'autre. Aussi longtemps que l'ordre et le stimulant ne sont pas rétablis, il n'y a pas d'espoir, nonobstant toute la perfection de la régie économique à Francfort. Mais ils ne peuvent être rétablis qu'après que l'indispensable mécanisme des prix puisse à nouveau fonctionner librement. Pour cela un nouveau système monétaire s'impose de même que la suppression radicale du dirigisme. Les deux mesures ne sont réalisables que dans les trois zones occidentales, qui doivent être groupées en une fédération allemande occidentale sous l'autorité des trois alliés occidentaux.

Après avoir perdu près de trois ans, il est extrêmement urgent que cette réforme soit poussée dans l'Allemagne de l'Ouest. On ne peut pas perdre encore plus de temps à se livrer au danger immense des demi ou des fausses mesures. Le niveau extraordinairement bas de la production allemande actuelle est tel que pour le reste de leur vie, très peu d'Allemands peuvent espérer remplacer leur costume ou même leurs souliers abîmés. C'est à peine aujourd'hui, après trois ans, que la reconstruction des villes jusqu'à 40 % détruites a commencé, et les rations sont encore toujours telles que les millions d'êtres qui ne peuvent pas les compléter de façon légale ou illégale, sont condamnés à une mort lente, par la faim, l'inanition ou la maladie. Ajoutez-y l'atmosphère de désespoir, dans laquelle croissent la confusion, l'aigreur, le

radicalisme et l'indifférence. Voilà le champ sur lequel est jetée la semence de doctrines messianiques.

Quelle est pour l'Europe la signification de cette reconstruction économique de l'Allemagne occidentale ?

Elle est intimement liée au grand œuvre de sauvetage de l'Occident qui fut commencé l'été dernier lors des propositions généreuses du secrétaire d'Etat Marshall et qui sera, espérons-le bientôt couronné par une grande union politico-économique de l'Occident. Les rapports entre la reconstruction de l'Allemagne et de l'Europe sont de deux natures.

Tout d'abord, le cas de l'Allemagne nous permet de voir très clairement comment faire un emploi utile de l'aide américaine. Après qu'on a permis pendant trois ans la paralysie de l'économie allemande, l'Allemagne occidentale a besoin de cette aide extérieure, et même dans une proportion très grande vu que tant de réserves sont consommées et que si peu a été produit. Mais il serait peu utile de fournir cette aide sans réforme radicale du système économique allemand, car alors les nouveaux dollars seraient tout aussi inactifs que ceux qu'on a déjà employés jusqu'à ce jour pour tenir à flot l'économie de l'Allemagne occidentale. L'aide américaine ne peut pas être uniquement une aumône. Elle ne peut pas non plus servir à prolonger la vie d'un système collectiviste banqueroutier. Ni l'Europe, ni l'Amérique ne peuvent se permettre ce luxe plus longtemps.

L'aide qu'on apportera sera la dernière dont l'Europe pourra disposer. Elle ne peut servir à autre chose qu'à permettre à l'Europe de compter sur ses propres forces, ou comme on dit aux Etats-Unis, de remettre l'Europe en état de « going concern ». L'Allemagne mieux que tout autre pays montre clairement le problème, c'est un problème que nous pouvons le mieux expliquer par une comparaison médicale.

L'économie allemande est gravement malade et voici qu'un donneur de sang se présente ; l'oncle Sam veut aider le malade par une transfusion de sang. Mais si on veut qu'une transfusion sauve le malade, la quantité de sang ne doit pas seulement être suffisante, mais la transfusion doit aller de pair avec la guérison intrinsèque du malade. On ne peut pas indéfiniment appliquer la transfusion jusqu'à remplacer entièrement le sang du malade. Si l'hémorragie continue, et si le malade ne parvient pas à régénérer

ses cellules sanguines, on peut prédire deux choses : l'aide sera sans effet et le malade périra puisque même le donneur de sang le plus riche n'est pas inépuisable. L'Allemagne est dans le cas de ce malade, mais je ne vois pas quelle différence il y aurait ici entre l'Allemagne et la plupart des autres pays européens, qui seraient bénéficiaires de l'aide américaine. Dans tous ces pays cette aide n'a de sens que si elle est accompagnée d'une réforme de l'ordre économique et si elle sert à faciliter le passage à une économie libre, après que l'économie basée sur la contrainte a fait faillite.

L'autre rapport existant entre la reconstruction de l'Allemagne occidentale et le *European Recovery Program* se trouve dans le fait que l'Allemagne n'illustre pas seulement le mieux le problème à résoudre mais qu'elle doit être une part essentielle de ce programme de sauvetage de l'Europe occidentale.

Pour beaucoup il sera difficile de s'habituer à ces idées, et ce pour des raisons fort compréhensibles : mais nous sommes forcés dans l'intérêt de l'Europe entière, de donner une place éminente à la reconstruction économique de l'Allemagne occidentale et nous pouvons le faire sans craindre de réveiller un nouveau « danger allemand ». Ne pas le faire, serait le suicide par peur de la mort. Le problème de la reconstruction de l'Europe est déjà rendu suffisamment difficile par le fait qu'elle a dû être réduite à l'Europe occidentale. Mais c'est une raison de plus pour ne pas réduire encore volontairement cette Europe devenue déjà terriblement petite, en acceptant plus longtemps la paralysie de la contrée industrielle la plus homogène de l'ouest de l'Europe, c'est-à-dire l'Allemagne occidentale.

La réalisation de la tâche assumée par le Plan Marshall est déjà très lourde sans l'Europe orientale, mais sans l'Allemagne occidentale elle est absolument impossible.

Néanmoins ne nous trompons pas sur la difficulté du problème ! Car qui prendra sur lui de réaliser en Allemagne la réforme économique nécessaire ! On peut difficilement l'attendre des gouvernements socialistes dont le programme est basé sur les principes mêmes qui furent funestes à l'Allemagne. Mais pouvons-nous être certains qu'au moins les Américains se laisseront enfin persuader de la nécessité d'anéantir le collectivisme (ainsi que le monopole du commerce extérieur pratiqué en Allemagne, mais justement

condamné par l'International Trade Charter) dans cette partie de l'Europe où ils sont les maîtres ?

Et si oui, défendront-ils leur point de vue devant l'opposition d'autres puissances et devant celle des socialistes allemands qu'elles ont encouragés ? Et sera-t-il possible de tenir en échec les tentatives basées sur des principes militaires ou politiques ou sur la crainte d'une concurrence allemande future, et qui voudraient empêcher un assainissement économique de l'Allemagne ?

Nous sommes bien justifiés d'admettre que toutes ces questions sont autant d'espoirs du Kominform.

Aussi longtemps que le monde occidental hésitera à appliquer son propre principe de la liberté, il peut à bon droit voir l'avenir avec anxiété. Espérons entretemps que la reconnaissance même du danger l'incitera à l'action salvatrice en Allemagne occidentale.

C'est dans cette Allemagne européenne que les principes occidentaux et leur négation auront à s'affronter dans une lutte terrible.

Si l'Occident veut réussir en Europe, il lui faut d'abord réussir en Allemagne occidentale.

WILHELM RÖPKE.